

Élections du 25 mai imposer une autre Europe !

Lors de son récent congrès, la fédération des Finances CGT a réuni, au cours de deux tables rondes, des syndicalistes grecs, espagnols, portugais sur l'analyse et des solutions pour sortir de la crise.

Nous avons fait ensemble un constat partagé :

- L'Union européenne est le bras armé et le cœur de cible de l'offensive libérale. À la faveur de la crise, cette offensive s'est accentuée, portée par la Troïka : Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international.
- L'objectif des politiques d'austérité, économiquement contre-productives, est de conduire à une « désocialisation » de l'économie (moins d'État, moins de dépenses publiques et moins de prélèvements obligatoires).
- Construite en dehors des peuples, l'Europe dans laquelle nous vivons est devenue une machine de guerre contre les peuples. Cette évolution, dont les conséquences sont dramatiques pour de larges couches de la population avec entre autres le développement de la pauvreté et le chômage des jeunes explique le rejet dont fait l'objet la notion même d'Europe et l'exploitation de ce sentiment par les courants populistes et notamment l'extrême-droite. Cette Europe là, il faut la changer !

Mais nous avons fait aussi le constat que :

- le repli sur les frontières nationales tel que le propose l'extrême-droite ne ferait qu'aggraver la situation avec la mise en opposition des travailleurs entre eux sans remise en cause pour autant de la tyrannie des marchés financiers.

- face à un capitalisme mondialisé et dans un monde où nombre d'enjeux sont globaux (protection de la nature, changement climatique, finance...), l'Europe est l'espace pertinent pour créer de nouvelles solidarités, imposer de nouvelles politiques et promouvoir un autre modèle de développement économique et social.

Cette autre Europe est possible avec les luttes coordonnées des travailleurs et de leurs syndicats.

Changer l'Europe, ce n'est pas seulement réorienter ses politiques et leur donner une tonalité plus sociale. C'est agir pour sa refondation (institutionnelle, politique, économique, sociale...).

Dimanche 25 mai, par notre vote, nous pouvons ouvrir ce chantier :

- pour une Europe qui prenne en compte les intérêts des travailleurs et les associe aux décisions à tous les niveaux,
- pour un euro et une BCE qui servent l'économie et l'emploi plutôt que la finance,
- pour une Europe qui donne la priorité au développement humain durable contre la spéculation, à la coopération plutôt qu'à la concurrence.

Inscrivons ce vote dans la poursuite et l'amplification de nos luttes pour cette Europe dont les peuples ont besoin !